

ANTIDOTE hebdo

CGT Finances Publiques 44

N° 366 / 14 mars 2019

HISTORIQUE !

La journée de luttes du 14 mars peut d'ores et déjà être qualifiée d'historique pour le département de la Loire Atlantique avec un niveau de mobilisation qui n'avait plus été atteint depuis 2003 !

Les quatre plus gros sites du département (CFP Nantes Cambronne, CFP Chateaubriant, CFP Pornic, CFP Saint Nazaire De Gaule) ont été fermés, ainsi que plusieurs trésoreries (Nantes amendes, Pairie Départementale, Pairie Régionale, Trésoreries de Carquefou, de Nort sur Erdre et d'autres). Les agent.es en lutte ont certes bloqué les sites mais la Direction locale a aussi préféré renvoyer chez eux la trentaine de collègues non grévistes entrés par une porte dérobée présents dans les locaux.

Le mot d'ordre « on ferme tous les services » a trouvé des applications concrètes. C'est une première victoire dans le cycle qui s'ouvre à nous, et c'est important !

Merci à toutes celles et ceux qui se sont mobilisé.es par la grève, mais merci aussi à celles et ceux qui ont participé au mouvement en prenant du temps personnel. **C'est en s'engageant toutes et tous que nous pourrions gagner !**

Et rappelons encore une fois que « *Celui qui ne participe pas à la lutte, participe à sa défaite* ».

Alors, RDV dans les manifs du 19 mars !!!

A Nantes, pré-RDV avant la manif à 12h45 devant Versailles

SERVICE PUBLIC PAS « RENTABLE » ?

La SNCF verse un dividende record de 537 millions d'euros à l'État pour 2018 !

Alors, détracteurs de la SNCF, vilipendeurs des cheminot.es en lutte pendant 3 mois en 2018, diffuseurs de mensonges sur la dette de la SNCF, sur le statut, sur les petites lignes non rentables... RENDEZ des comptes !!!

La CGT a dénoncé avec force la volonté du gouvernement de mettre à mort le service public ferroviaire par sa fameuse « *réforme de la SNCF* ». Réforme entreprise sous couvert de « modernisation et d'adaptation à la concurrence ».

Nous y voilà, on annonce ces jours-ci, la **suppression de 56 lignes et de 120 gares**. Il s'agit évidemment de lignes secondaires qui font l'essentiel d'un service public. Nous sommes bien face à une association de malfaiteurs qui cassent le service public pour mieux privatiser les quelques secteurs susceptibles de faire du « cash » comme les lignes TGV.

La liste s'allonge avec Aéroport De Paris. Une fois privatisée, l'État se priverait de 800 millions d'€ de dividendes par an !? Et combien pourrait rapporter le



dépeçage de la DGFIP ?

UNE NICHE FISCALE FUMEUSE

ESPACE FUMEUR



Antidote n° 364 relatait la mise en orbite géostationnaire de la première niche fiscale spatiale au monde.

La place nous avait manqué pour préciser que la perte de recettes pour l'État générée par le nouvel article 246 bis du code général des impôts était « *compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A* » c'est-à-dire aux taxes sur le tabac.

Nos collègues adeptes de l'herbe à Nicot savent maintenant où passe une partie de leur argent : pas simplement en fumée (ça, ils le savaient), ni uniquement dans le financement de la politique de santé publique (ça, c'est ce que l'on veut leur faire croire), mais aussi dans la poche de quelques actionnaires choisis et choyés (ça, c'est ce que l'on aurait aimé leur cacher).

Comme s'en félicite si simplement le DG d'ETELSAT dans un communiqué du 15 février dernier, « *les nouvelles dispositions incluses dans la Loi de Finances 2019 sont susceptibles d'avoir un impact positif significatif sur notre charge d'impôt* ».



BUG ENSAP

Certain.nes collègues, sans doute pressé.es de partir en retraite ont subi un choc en consultant le simulateur de pension sur le site de l'ENSAP. En effet, entre le 31 décembre et le début d'année, plusieurs collègues ont constaté une baisse aussi importante qu'inexpliquée dans le simulateur de calcul de leur pension. Renseignements pris auprès des camarades du SRE, il y a eu effectivement des bugs sur les simulations concernant les collègues de la DGFIP. Ce qui est rassurant pour celles et ceux qui auraient pu croire que les règles de calcul avaient été modifiées à « *l'insu de leur plein gré* ».

Moins rassurant, l'origine des bugs reste à vérifier. N'hésiter pas à nous faire remonter les cas.

